

ICCCASU

Rapport d'ICCCASU II 2017
pour Affaires mondiales Canada

**Recommandations
sur les champs de collaborations possibles
entre le Canada et la Chine en Afrique**

Organisateurs



Commanditaires



Partenaires institutionnels





Photos 1 & 2. Les accueils culturels organisés par le Ministère de l'Habitat et du Développement urbain camerounais (MINHDU) devant le Palais des congrès de Yaoundé au Cameroun



Photo 3. La cérémonie d'ouverture de l'ICCASU II

Photo 4. Les participants à la table d'inscription



Photo 5. Un aperçu de l'un des ateliers

Photo 6. Gordon Campbell à son discours principal



Photo 7. Le ministre Mbwentchou rencontre la haute-commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil et M. Campbell



Photo 8. La rencontre avec le premier ministre du Cameroun, Philemon Yang, en compagnie de, O'Neil, Mbwentchou, Dibong, Campbell, Tuts, Belanger, Gu, Badiane et Cao. De même que des représentants des délégations sud-coréennes et chinoises



Photo 9. Le ministre Mbwentchou à la conférence de presse



Photo 10. Le ministre Mbwentchou et les autres fonctionnaires de haut niveau avec les bénévoles



Photo 11. La tribune d'honneur de la cérémonie d'ouverture de l'ICCASU



Photo 12. La rencontre du comité organisationnel de l'ICCASU avec le ministre Mbwentchou



Photo 13. Les invités d'honneur durant la soirée du gala à l'Hôtel Mont Fébé



Photo 14. La délégation et les autres invités d'honneur présentent à la soirée Gala à l'Hôtel Mont Fébé



Photos 15 & 16. Monsieur Gordon Campbel accompagné du secrétaire général de l'ICCCASU II et la maîtresse de cérémonie de la soirée (Brooke), remettent les prix et les distinctions honorifiques aux participants: Anne Fouda (*gauche*) et Chaolin Gu (*droite*)



Photo 17. La réception tenue par la haute-commissaire du Canada au Cameroun, Natahlie O'Neil, avec M. Campbell, le ministre Mbwentchou, la secrétaire d'État de la MINHDU, Dibong, les coprésidents de l'ICCCASU, Badiane et Cao, ainsi que Yang d'ONU-Habitat



Photo 18. La haute-commissaire du Canada au Cameroun et le représentant d'Affaires mondiales Canada



Photo 19. La rencontre avec la délégation chinoise.



Photo 20. La coordinatrice d'ICCCASU II échange avec les bénévoles

Recommandations sur les champs de collaborations possibles entre le Canada et la Chine en Afrique

**Rapport d'ICCCASU II 2017
pour Affaires mondiales Canada**



**Secrétariat de la Conférence Internationale sur l'Urbanisation
Durable au Canada, en Chine et en Afrique (ICCCASU)**

Ottawa, Canada

Mars, 2018

© ICCCASU, Ottawa, Canada, 2018

A vant-propos

C'est un honneur pour nous de présenter ce rapport intitulé: « Recommandations sur les champs de collaborations possibles entre le Canada et la Chine en Afrique », se basant sur les résultats d'ICCCASU II: Développement urbain intelligent : des actions locales vers le global. Tenue à Yaoundé, au Cameroun, du 12 au 14 décembre 2017, ICCCASU II a été rendue possible grâce à un partenariat entre le Programme des Nations-Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Université d'Ottawa. Près de 500 personnes ont participé à la Conférence, parmi lesquelles des membres de la communauté universitaire, des praticiens, des décideurs politiques, des partenaires issus des organisations internationales de développement, ainsi que des citoyens engagés et des étudiants. ICCCASU II s'est présentée comme une excellente opportunité pour le Cameroun, pays hôte, ainsi que pour d'autres pays africains, d'explorer différentes voies qu'ils pourraient emprunter afin de parvenir à une urbanisation durable, équitable et inclusive, adaptée à leur contexte et à leur population. Ni la Chine ni le Canada n'ont un modèle d'urbanisation « parfait », mais les deux ont utilisé des réponses adaptées pour adresser les problèmes urbains auxquels ils sont confrontés et ce faisant, ont créé des solutions innovantes aux paradigmes sociaux complexes.

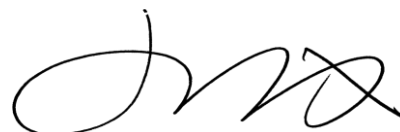
Les expériences du Canada et de la Chine dans la transition d'une population rurale à une population urbaine peuvent être partagées avec les pays africains, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques à appliquer, et aussi sur les manières d'éviter les embûches qui pourraient nuire au processus d'urbanisation. L'engagement du Canada et de la Chine en Afrique s'inscrit parfaitement dans l'accord conjoint établi en 2016 entre le Canada et la République populaire de Chine pour favoriser une coopération économique au sein de marchés tiers. Ceci souligne donc l'importance des initiatives telles que l'ICCCASU, permettant la réalisation de synergies d'apprentissage triangulaires entre le Canada, la Chine et l'Afrique. Ces expériences d'apprentissage à la fois positives et interactives peuvent mener à des possibilités de partenariats tangibles entre toutes les parties prenantes et renforcer la probabilité d'un développement durable.

Nous sommes très reconnaissants pour le soutien multidimensionnel apporté par Affaires mondiales Canada en tant que commanditaire important d'ICCCASU II, que ce soit sous forme d'expertise, d'engagement ou d'enthousiasme démontré par le ministère et sans lesquels le succès d'ICCCASU II n'aurait pas été rendu possible. Nous aimerions remercier d'une façon spéciale, Nathalie O'Neil, Haut-Commissaire du

Canada au Cameroun qui est allée au-delà de son mandat en participant à la conférence et en offrant une réception en l'honneur d'ICCCASU II et qui a inlassablement déployé des efforts pour le succès de la Conférence. Nous espérons que le partenariat entre Affaires mondiales Canada et ICCCASU se poursuivra, alors que nous ne ménageons aucun effort pour l'exploration de la tenue éventuelle d'une 3e édition d'ICCCASU en 2019, en Chine, s'inscrivant directement dans l'Initiative chinoise des nouvelles routes de la soie (The Belt and Road Initiative-BRI).



Alioune BADIANE
Co-Président de l'ICCCASU
Directeur (Rtd),
Division des programmes
ONU-Habitat, Nairobi, Kenya



Huhua CAO
Co-Président de l'ICCCASU
Professeur titulaire
Université d'Ottawa
Ottawa, Canada

Résumé

La deuxième Conférence sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (The Second International Conference on Canadian, Chinese and African Sustainable Urbanization: ICCCASU II) organisée à Yaoundé, a largement fait écho aux quatre objectifs principaux affichés par Affaires Mondiales Canada (AMC) ainsi qu'aux cinq axes stratégiques de son plan « Le Canada et l'Afrique Subsaharienne ». Fort de son développement international, l'ICCCASU constitue une plateforme de rencontres et de convergences qui pourrait devenir une véritable vitrine pour le Canada. L'ICCCASU représente en cela un second canal de communication à même de faire la jonction entre les objectifs stratégiques des acteurs chinois et canadiens en Afrique, tout en faisant écho à l'accord de coopération économique établi entre Ottawa et Pékin en septembre 2016.

De par son engagement de longue date en Afrique, le Canada possède de nombreux atouts pour renforcer les programmes d'aide au développement chinois sur le continent. Les fonds d'envergure attribués à ces derniers dépassent toutefois leurs capacités, une situation inverse à celle du Canada et dont AMC pourrait largement tirer profit. Cette situation est particulièrement propice à l'élaboration d'un alignement des programmes canadiens et chinois en Afrique, notamment en faisant converger les intérêts communs des deux parties sur le continent. Nous avons formulé pour cela plusieurs recommandations au sein desquelles ICCCASU peut intervenir directement :

- L'avènement de la ville intelligente et durable et le développement des infrastructures
- La lutte contre les changements climatiques et le renforcement des capacités de résilience
- Le renforcement des capacités africaines par l'inclusion, la recherche et l'éducation
- Le maintien de la paix et le renforcement de la sécurité
- La coopération économique entre les acteurs canadiens et chinois sur le continent africain

S'il existe de réelles possibilités de synergie des capacités canadiennes et chinoises sur le continent, ces dernières devraient être mises à profit dans la perspective du développement des nouvelles routes de la soie, portées par Pékin. L'Afrique représente, en effet, un point central de cette stratégie dans la perspective d'offrir de nouveaux marchés aux exportations chinoises. Il sera en cela essentiel pour la Chine d'œuvrer au renforcement des infrastructures africaines, des capacités de son marché de l'emploi

ainsi que du pouvoir d'achat de sa classe moyenne; des enjeux au sein desquels la Chine pourrait bénéficier de l'expérience canadienne en Afrique. Le Canada pourrait en retour renforcer sa coopération économique et ses investissements directs étrangers, notamment en considérant le développement en cours d'une zone continentale de libre-échange.

Table des matières

Avant propos	i
Résumé	iii

Aperçu d’ICCCASU II 2017	1
1.1. <i>Une organisation fructueuse</i>	1
1.2. <i>Des panélistes majeurs et universitaires internationaux</i>	2
1.3. <i>Une plateforme d’échange et de coopération</i>	3

Synergies d’ICCCASU avec les priorités d’Affaires mondiales Canada	4
2.1. <i>Contribuer à la paix, à la sécurité et à l’aide humanitaire</i>	5
2.2. <i>Renforcer les relations bilatérales clés</i>	8
2.3. <i>Renforcer la contribution du Canada</i>	9
2.4. <i>Contribuer à la prospérité inclusive au Canada et à l’étranger</i>	11

Recommandations sur les champs de collaborations possibles entre le Canada et la Chine en Afrique	12
3.1. <i>Aide au développement</i>	13
3.2. <i>Inclusion, paix et sécurité</i>	16
3.3. <i>Lutte contre les changements climatiques</i>	22
3.4. <i>Coopération économique, scientifique et politique</i>	25

Conclusion	32
4.1. <i>Accord pour une coopération économique dans les marchés tiers</i>	32
4.2. <i>Atouts du Canada dans les programmes d’aide au développement</i>	33
4.3. <i>Stratégie centrale de Pékin sur les nouvelles routes de la soie</i>	34

Annexes

Programme d’ICCCASU II : http://chinaeam.uottawa.ca/ICCCASU/?page_id=2655

Médias locaux sur ICCCASU II :

http://chinaeam.uottawa.ca/ICCCASU/?page_id=3006

Liste des prix d’ICCCASU II : http://chinaeam.uottawa.ca/ICCCASU/?page_id=2993

Aperçu d'ICCCASU II 2017

Sous le haut patronage de la Présidence de la République du Cameroun et en étroite collaboration avec le Programme des Nations-Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et l'Université d'Ottawa au Canada, la seconde Conférence Internationale sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (The 2nd International Conference on Canadian, Chinese and African Sustainable Urbanization : ICCCASU II), s'est tenue à la capitale du Cameroun, Yaoundé, du 12 au 14 décembre 2017. Initiée et supervisée par les coprésidents de l'ICCCASU¹ : Drs. Alioune Badiane et Huhua Cao, cette plateforme permet d'explorer les défis urbains et de faciliter le partage de la connaissance, des technologies et des meilleures pratiques dans le domaine du développement urbain. Des enjeux qui s'inscrivent directement dans la continuité et l'implémentation du *Nouvel Agenda Urbain*² et rejoignent à la fois les 4 objectifs globaux d'Affaires mondiales Canada (AMC) ainsi que les 5 axes principaux de son plan stratégique « Le Canada et l'Afrique subsaharienne ». Au cours de cet événement, les représentants d'AMC ont pu aborder ces enjeux avec de nombreux experts internationaux, hauts responsables d'organisations internationales et représentants gouvernementaux chinois et africains, réunis autour de l'ICCCASU II.

1.1 Une organisation fructueuse

Près de 500 universitaires, professionnels et politiques internationaux se sont réunis à Yaoundé pour partager leurs perspectives d'avenir pour une urbanisation durable et responsable (Photos 1 & 2). Au travers de plus de 50 panels, l'ICCCASU II a permis à environ 200 universitaires et professionnels de présenter leurs travaux. Parmi ces derniers, près de la moitié des panélistes ont fait le déplacement depuis la Chine et le Canada, ou représentaient l'ONU-Habitat, tandis que 90 autres institutions provenant du monde entier se sont jointes à cet événement international, accueillis par une audience de plus de 300 Camerounais et Camerounaises (Photos 3 & 4).

¹ La Conférence sur l'Urbanisation Durable au Canada, en Chine et en Afrique (The International Conference on Canadian, Chinese and African Sustainable Urbanization : ICCCASU) était à l'origine une initiative des universitaires de l'Université d'Ottawa conçue à la fin de l'année 2014 et consolidée par les professionnels d'ONU-Habitat au début de l'année 2015. En tant qu'organisation de réflexion à but non lucratif, l'ICCCASU est devenu un projet conjoint entre l'Université d'Ottawa et l'ONU-Habitat.

² Le *Nouvel Agenda Urbain* (NUA) adopté au Sommet de HABITAT III en octobre 2016 à Quito en Équateur. Il est un document destiné à orienter les politiques nationales et locales sur la croissance et le développement des villes jusqu'en 2036.

De nombreux représentants gouvernementaux, professionnels et universitaires africains ont également saisi cette occasion pour partager leurs travaux et préoccupations sur le développement urbain de l'Afrique. Par ailleurs, environ 300 professionnels venus de différents pays africains se sont également réunis à l'occasion des 15 ateliers de travail qui se sont tenus du 9 au 11 décembre au Palais des Congrès de Yaoundé en préparation à ICCCASU II (Photo 5). Ces derniers ont été un véritable succès. S'ils ont été accueillis avec enthousiasme par les participants, ils ont également grandement contribué aux efforts de renforcement des capacités des acteurs africains mis en œuvre par l'ICCCASU³. Plusieurs professionnels de l'ONU-Habitat et universitaires internationaux sont ainsi intervenus pour offrir des séances de formations sur des enjeux allant de l'urbanisation durable à la gestion des conflits en passant par la gestion des déchets, les données massives ou la gestion de fonds communautaires et inclusifs.

1.2. Des panélistes majeurs et universitaires internationaux

Le succès de l'évènement se mesure également à l'aune des panélistes de hauts niveaux venus se joindre à l'ICCCASU. Nous tenons notamment à souligner les interventions remarquables du Directeur de la Division de programme d'ONU-Habitat, Tuts Rafael, du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique d'ONU-Habitat, Naison Mutizwa-Mangiza, l'ancien premier ministre de la Colombie-Britannique, Gordon Campbell (Photo 6), le professeur de renommée internationale, Chaolin Gu, de l'Université de Tsinghua, ainsi que Gordan Harris, le président et PDG du *Community Trust* de l'Université Simon Fraser. Au total, ce sont neuf conférenciers internationaux qui sont intervenus au cours de la conférence de l'ICCCASU, trois en provenance de Chine, deux du Canada, deux d'ONU-Habitat et deux du Cameroun. Ces derniers ont conféré non seulement une visibilité internationale à l'évènement, mais également une perspective de haut niveau en ce qui a trait au développement urbain.

La délégation canadienne a aussi eu l'honneur de compter parmi ses membres : la Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Nathalie O'Neil (Photo 7) ainsi que le Directeur-adjoint des affaires panafricaines d'Affaires mondiales Canada, Pierre Bélanger. M. Bélanger, représentant officiel du gouvernement canadien auprès de l'ICCCASU, a tenu un rôle clé dans l'attribution de fonds par AMC à l'ICCCASU, et a également été particulièrement impliqué dans l'ensemble de l'évènement. De même, la présence d'universitaires de plus de 30 autres pays, dont de nombreux pays africains,

³ Initialement prévue pour accueillir un maximum de 120 personnes, les ateliers de formations sur le développement urbain qui ont eu lieu au Palais des congrès de Yaoundé du 9 au 11 décembre 2017 ont reçu une participation d'environ 300 personnes, parmi lesquelles 270 Camerounais. Les participants sont composés des profils suivants : 5 maires, 50 officiers gouvernementaux, 20 architectes, 65 professionnels, 57 journalistes, ainsi que 103 étudiants provenant de plus de 50 institutions universitaires.

mais également, la Suisse, la France, l'Allemagne, les États-Unis, la Corée du Sud, la Roumanie et le Brésil, etc. a permis d'insuffler à la conférence son caractère international. La délégation sud-coréenne a notamment fait part de son fort intérêt à s'impliquer pour la troisième édition éventuelle de l'ICCCASU, qui nous l'espérons devrait se tenir en Chine en 2019.

1.3. Une plateforme d'échange et de coopération

Le succès de l'ICCCASU II n'aurait pas été le même sans l'implication majeure du gouvernement camerounais dans son organisation. Le Premier ministre camerounais, Philemon Yang, a notamment reçu une délégation restreinte des principaux représentants de l'ICCCASU, dès l'ouverture de la conférence et au cours de laquelle il a fait part de son intérêt prononcé pour cet événement (Photo 8).

En effet, outre la mise à disposition du Palais des congrès de Yaoundé et l'attribution des fonds essentiels à la tenue de la conférence, le gouvernement camerounais a été fortement mobilisé au sein des différents panels tenus au travers de l'ICCCASU II. Le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou, a notamment joué un rôle central dans la préparation et la réussite de la Conférence en faisant part de son implication continue tout au long de l'évènement (Photos 9 & 10). Nous avons également eu le plaisir et l'honneur d'accueillir 6 autres ministres du gouvernement camerounais lors de la cérémonie d'ouverture le 12 décembre (Photo 11). De même, le gouvernement du Cameroun a constitué un comité local de 40 professionnels et bénévoles destiné à épauler le Secrétariat international de l'ICCCASU et s'assurer du bon déroulement de l'évènement (Photo 12). Le Ministère de l'Habitat et du Développement urbain a également organisé de nombreuses activités de réseautage ou de divertissements en marge de l'évènement. Parmi celles-ci, la soirée de gala organisée le jeudi 13 décembre à l'Hôtel du Mont Fébé a notamment permis la rencontre de M. Mbwentchou, de la Haut-Commissaire du Canada au Cameroun, Mme O'Neil, des représentants d'ONU-Habitat, MM Tuts et Mutizwa-Mangiza, de l'ancien Premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Campbell, du représentant de l'ambassade de Chine au Cameroun, des coprésidents de l'ICCCASU, MM Badiane et Cao, ainsi que des représentants des délégations chinoise et de l'Université d'Ottawa (Photos 13 & 14). Le Secrétariat de l'ICCCASU a profité de cette soirée de gala pour remettre 17 prix et distinctions honorifiques aux personnalités de haut niveau ainsi qu'aux professeurs et étudiants qui se sont impliqués pour garantir le succès et le caractère international de la conférence. À l'image de l'organisation d'ICCCASU II à Yaoundé, cette soirée a permis de réunir l'ensemble des participants dans une atmosphère chaleureuse et constructive, propice aux échanges et aux rapprochements (Photos 15 & 16).

Par ailleurs, dès la première soirée de la conférence, nous avons eu l'honneur d'être invités par Mme O'Neil dans sa résidence afin de célébrer l'organisation de l'ICCCASU II en compagnie des représentants du gouvernement du Cameroun, des délégations chinoises et canadiennes ainsi que des autres représentants gouvernementaux participant à la conférence. Cette réception fut l'occasion idéale pour resserrer les liens entre les différentes délégations, de concrétiser de nombreux échanges et de permettre le renforcement de leurs réseaux professionnels respectifs (photos 17 & 18).

Enfin, il est également important de souligner que la réussite d'ICCCASU II a été rendue possible grâce à l'implication soutenue de l'Université d'Ottawa dans l'organisation de l'évènement et de ses efforts de collaboration multipartite, notamment pour amener à une collaboration particulièrement fructueuse entre les délégations canadienne, chinoise et de l'ONU-Habitat (photos 19 & 20).

L'une des concrétisations les plus marquantes de cette collaboration est sans aucun doute l'engagement pris par le Gouvernement du Cameroun et ONU-Habitat à créer un centre de recherche et de formation d'ONU-Habitat à Yaoundé, qui permettra la poursuite des travaux abordés au cours d'ICCCASU II, avant la tenue du possible prochain cycle de conférence en Chine, prévu pour 2019. En répondant aux enjeux d'urbanisation durable, et plus particulièrement de l'aide au développement, de la promotion des pratiques participatives et collaboratives, de la transition énergétique, des défis environnementaux, de l'inclusion des femmes, de la paix et de la sécurité ainsi que du renforcement des liens commerciaux et économiques, ces travaux s'inscrivent parfaitement dans les priorités et axes stratégiques d'AMC.

Snergies d'ICCCASU avec les priorités d'Affaires mondiales Canada

Les différents panels et interventions abordés au cours de cette seconde édition de l'ICCCASU rejoignent ainsi en grande partie les quatre objectifs principaux affichés par AMC ainsi que les cinq axes stratégiques de son plan « Le Canada et l'Afrique subsaharienne ».

L'ICCCASU représente une plateforme de rencontres et de convergences qui pourrait devenir une véritable vitrine pour le Canada, non seulement en Afrique, mais également auprès de partenaires stratégiques clés tels que la Chine. L'engagement à créer, sous l'égide d'ONU-Habitat, un centre de recherche et de formation à Yaoundé ainsi que l'éventuelle mise en place d'un centre de recherche, accueillant le secrétariat

international de l'ICCCASU, à l'École de développement international et mondialisation (ÉDIM) de l'Université d'Ottawa s'inscrivent toutes deux dans cette perspective. Une plateforme qui pourrait ainsi devenir un moteur pour l'aide au développement en Afrique, ainsi que pour l'implémentation des programmes renforçant l'inclusion, et accompagnant les stratégies de consolidation de la paix et de la sécurité. À travers la possibilité de partenariats à développer avec différents centres de recherche déjà existants, tels que le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, le Réseau d'Échanges Stratégiques pour une Afrique Urbaine Durable affilié à l'Université de Montréal, ou encore Azrieli School of Architecture & Urbanism et l'Institut des Études Africaines de l'Université Carleton et, l'ICCCASU projette de mettre en œuvre des observatoires, ainsi que des projets pilotes intervenant directement sur les différents enjeux soulevés au cours des rencontres internationales biannuelles, en mobilisant les acteurs universitaires, nationaux, gouvernementaux et intergouvernementaux concernés.

L'ICCCASU peut ainsi être perçue comme un outil diplomatique amenant au renforcement des relations bilatérales stratégiques entre la Chine, le Canada et ses partenaires africains. Dans cette perspective, notre plateforme pourrait conférer un potentiel de positionnement du Canada sur les enjeux clés de la scène politique mondiale du XXI^e siècle : l'industrialisation et le développement de l'Afrique ainsi que le leadership chinois.

2.1. Contribuer à la paix, à la sécurité et à l'aide humanitaire (à l'échelle internationale) grâce à un renouveau du leadership et à un engagement international constructif

L'ICCCASU pourrait répondre à ce leadership par l'organisation de conférences et rencontres internationales de haut niveau entre des partenaires gouvernementaux et intergouvernementaux, des organisations non gouvernementales, des universités ainsi que des partenaires privés au Canada, en Afrique et possiblement en Chine. Notre plateforme permanente répond également à un engagement international constructif par la volonté de renforcer le développement et l'urbanisation durables en Afrique par l'intervention d'acteurs africains, chinois et canadiens. Cette coopération tripartite permet de porter des projets pérennes encrés dans un renfort des relations bilatérales entre chaque intervenant.

2.1.1 Premier point de l'objectif 1 : « Accroître la participation et les investissements du Canada dans les efforts de gestion des conflits internationaux et des opérations de maintien de la paix dans des lieux fragiles et touchés par les crises, notamment faire progresser l'agenda « Femmes, Paix

et Sécurité » ainsi que la protection et l'éducation des enfants touchés par les conflits armés ».

L'ICCCASU rencontre ce point dans le sens que le renforcement et la consolidation de la paix passent également par des initiatives à petites échelles pouvant directement être inscrites dans les programmes d'urbanisation. La réflexion sur l'urbanisation durable dans des pays en situation post-conflictuelle, ou de fragilité étatique, pourrait répondre à certains de ces besoins et nécessités, que cela soit en termes de développement socio-économique, d'accès aux soins de santé, d'infrastructures, de processus participatifs des populations ou d'inclusion. Cet enjeu est pertinent en ce qui concerne la préoccupation d'AMC pour le volet *Femmes, Paix et Sécurité*.

De nombreuses recherches mettent en avant le leadership des femmes et leurs rôles positifs en situation post-conflictuelle, notamment au niveau associatif et entrepreneurial. C'est dans cette perspective que les études sur l'urbanisation durable pourraient y répondre. Au cours des ateliers de formation qui ont précédé l'ouverture officielle d'ICCCASU II, l'ONU-Habitat a mobilisé plusieurs membres de son personnel pour tenir des ateliers sur la conception d'espaces publics sûrs et inclusifs ainsi que sur la réalisation de l'urbanisation durable en donnant l'autonomie aux femmes. D'autres ateliers menés par des universitaires de l'Université d'Ottawa, de l'Université de Montréal et de l'Université de Yaoundé 1 ont également abordé les enjeux relatifs aux développements d'économies locales innovantes et compétitives, l'intervention dans les quartiers précaires ou encore les méthodes de gestions collaboratives et participatives.

Des enjeux et préoccupations étaient également présents dans les communications faites au cours d'ICCCASU II. Plusieurs panels ont en effet été consacrés à la fois aux mécanismes inclusifs de gestion et de participation politique, ainsi qu'à la prévention et à la gestion des risques sécuritaires en milieu urbain, deux points essentiels dans les différents processus de consolidation de la paix et de renforcement de l'État. Le Panel A, dirigé par Claude Albert Meutchehe Ngomsi d'OUN-Habitat et spécialement consacré à la sécurité urbaine et à la gestion des risques, a notamment abordé les différentes contributions, la lutte contre la criminalité au Cameroun, les défis sécuritaires en Afrique centrale ou encore la prévention des crimes en Afrique subsaharienne. De même, le panel spécial n°3 : Engagement des femmes et des jeunes, dirigé par Pierre Bélanger, représentant d'AMC, est revenu sur les enjeux de genre et d'urbanisation, de croissance et d'inclusivité dans la planification urbaine en Afrique ainsi que de l'emploi des jeunes et des femmes.

2.1.2 Troisième point de l'objectif 1 : *« Offrir, en cas de crise humanitaire, une intervention efficace axée sur les besoins et fondée sur des principes de manière*

à protéger et à aider les populations touchées par les crises, notamment celles qui sont déplacées de force ».

Alors que la majorité des développements urbains hors des grandes métropoles tendent à s'effectuer sans plan défini, une réflexion sur l'urbanisation durable des villes de petites et moyennes envergures en Afrique pourrait permettre d'accroître les capacités de résilience des pays concernés dans ce domaine. Ce renforcement des capacités de résilience pourrait, par exemple, se faire en intégrant directement dans les plans d'urbanisation les capacités d'accueil de vagues de migrations internes survenant à la suite de crises humanitaires ou environnementales (climatique) et en offrant une meilleure gestion des ressources (eau, alimentation, habitat) nécessaires à la prise en charge de ces populations au plus près de leurs zones d'origine. Les panels organisés au cours d'ICCCASU II sur les Villes et la planification de la résilience ainsi que sur la Mobilité et la démographie urbaine, mais également les nombreuses interventions abordant la sécurité alimentaire sont, à ce titre, particulièrement pertinents. Les représentants de la Communauté urbaine de Douala ont notamment effectué une présentation sur l'adaptation des infrastructures hydriques comme vecteur de résilience face aux risques environnementaux, tandis que Allan Cain, du *Development Workshop* d'Angola, ainsi que le professeur Yangfan Li de l'Université chinoise de Xiamen, ont présenté les différents enjeux du renforcement de la résilience des villes africaines et chinoises face aux changements climatiques.

2.1.3 Quatrième point de l'objectif 1 : *« Promouvoir les intérêts du Canada dans les grandes tribunes internationales, telles que les Nations Unies, et dans le cadre de sa campagne en vue d'obtenir un siège au Conseil de sécurité de l'ONU ».*

Principalement porté par l'Université d'Ottawa et ONU-Habitat, l'ICCCASU est un cycle de Conférences internationales amenant à la rencontre d'acteurs de haut niveau issus de structures étatiques ou d'organisations internationales telles que l'ONU et la Banque Mondiale, ainsi que d'universitaires et de professionnels internationaux. ICCCASU offre ainsi une tribune internationale se réunissant alternativement sur trois continents, une fois tous les deux ans. Impliqué en tant que co-organisateur dès la première édition de l'ICCCASU, en 2015 à Ottawa, ONU-Habitat s'est mobilisé au cours de cette seconde édition pour mettre en avant la possibilité de la création d'un centre de recherche et de formation à Yaoundé, possibilité concrétisée en engagement pris à le réaliser par le Gouvernement du Cameroun et d'ONU-Habitat à l'issue d'ICCCASU II.

Avec la possible création d'un centre de recherche à l'ÉDİM, une structure qui accueillera également son secrétariat permanent, l'ICCCASU se présente en tant qu'une

plateforme internationale qui pourrait devenir une véritable vitrine pour le Canada. L'ICCCASU a en effet un grand potentiel d'évoluer en tant que point de convergence d'organisations intergouvernementales sur des enjeux intersectoriels. Des organisations telles que la Banque Mondiale, l'OCDE et de nombreux bureaux ou départements de l'ONU pourraient ainsi être particulièrement intéressés à la fois par les enjeux abordés au sein de notre plateforme, par la mobilisation de chercheurs internationaux à ce sujet, mais surtout par des points de convergences des actions diplomatiques et des programmes de développement chinois et canadiens sur le continent africain.

Alors que de nombreux représentants d'ONU-Habitat, de la Banque mondiale, du gouvernement camerounais et d'universités internationales ont été impliqués tout au long d'ICCCASU II, les interventions du Directeur de la division des programmes d'ONU-Habitat, Rafael Tuts, du Directeur du Bureau régional pour l'Afrique d'ONU-Habitat, Naison Mutizwa-Mangiza, ont notamment porté sur l'implémentation du *Nouvel Agenda Urbain* des Nations Unies et son rôle pour l'Afrique. De même, le panel présidé par Nana Lee du *Korea Appraisal Board*, a permis d'aborder le financement de l'urbanisation durable, tandis que deux autres panels spéciaux abordant la mobilisation des ressources financières endogènes et la coopération financière internationale ont mobilisé de nombreux représentants de la communauté internationale dont notamment le Chef de la délégation de l'Union européenne au Cameroun, ainsi qu'un représentant du Fonds Mondial de Développement des Villes et une représentante de la Banque Mondiale.

En tant que point de rencontre, l'ICCCASU offre en cela un outil particulièrement pertinent au Canada pour renforcer sa présence et sa collaboration avec deux acteurs incontournables de la scène politique mondiale du XXI^e siècle, la Chine et l'Afrique.

2.2. Renforcer les relations bilatérales clés de manière à faire progresser les intérêts du Canada

En tant que plateforme internationale de rencontres et de convergences, ICCCASU est également un levier pour le renforcement des relations bilatérales canadiennes avec la Chine, mais également avec le renforcement des relations avec d'autres partenaires clés en Afrique, qui seront des acteurs importants de l'économie mondiale du XXI^e siècle. Outre la mobilisation continue des acteurs gouvernementaux africains au sein de l'ICCCASU II, dont notamment celle du premier ministre camerounais, Philemon Yang, ainsi que le ministre camerounais de l'Habitat et du Développement urbain, Jean-Claude Mbwentchou, le cycle de conférence tenu en décembre 2017 à Yaoundé a permis l'implication de nombreux universitaires chinois, des représentants des maires des villes chinoises de Yinchuan et de Heihe, ainsi que celle des représentants du *Korea*

Appraisal Board. L'ICCCASU représente en cela un pont potentiel pour la mobilisation pangouvernementale avec la Chine et le positionnement des acteurs canadiens en Chine, ainsi que la collaboration des acteurs canadiens et chinois en Afrique.

2.3. Renforcer la contribution du Canada afin de favoriser un monde plus juste, inclusif et durable

Alors que l'urbanisation durable et inclusive en Afrique représente l'une des principales raisons d'exister de l'ICCCASU, les enjeux auxquels elle renvoie se caractérisent à la fois par leur intersectionnalité et la diversité de leurs champs d'applications. Les préoccupations et domaines d'intervention de l'ICCCASU rejoignent en cela les implications du Canada pour favoriser l'aide au développement, le renforcement des capacités des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, l'inclusion des femmes et la lutte contre le changement climatique.

2.3.1 1^{er} point du troisième objectif : *« Mettre en œuvre une nouvelle vision canadienne distinctive à l'égard de l'aide internationale qui favorise la dignité et les moyens de subsistance des populations les plus pauvres et les plus vulnérables, contribue au renforcement socioéconomique des femmes et des filles, tire parti des forces du Canada et contribue solidement à l'atteinte des objectifs de développement durable »* et

2^e point du troisième objectif : *« Collaborer stratégiquement avec des partenaires canadiens, internationaux et locaux, et se faire les champions des efforts d'éradication de la pauvreté et de promotion des valeurs de gouvernance inclusive et responsable, y compris en mettant de l'avant les droits de la personne, l'autonomisation des femmes, le pluralisme pacifique, l'inclusion et le respect de la diversité ».*

L'ICCCASU le permet non seulement par son apport à la nouvelle vision canadienne distinctive, mais également en favorisant, de par sa propre action, la dignité et les moyens de subsistance des populations les plus pauvres et les plus vulnérables tout en contribuant à la recherche et à l'application de projets pour le renforcement socioéconomique des femmes et des filles. Plusieurs panels et présentations ont notamment été consacrés à l'engagement des femmes et des jeunes ainsi qu'aux renforcements des tissus socio-économiques locaux. Ces derniers ont ainsi présenté l'autonomisation des femmes dans le développement urbain intelligent, ou celui des jeunes dans l'accès aux ressources énergétiques en Afrique.

Plusieurs autres interventions ont également porté sur l'implication des politiques publiques dans la valorisation des économies urbaines émergentes, ainsi que sur les différentes dimensions des dynamiques de paupérisation dans les agglomérations

urbaines informelles en Afrique, ou encore sur le levier que représentent les politiques urbaines publiques en Afrique pour une transformation socio-économique. Le panel spécial n°1, dirigé par Angela Wai d'ONU-Habitat, a par ailleurs été consacré à la santé et l'alimentation, en explorant les relations entre les politiques urbaines et la santé des populations ainsi que celles entre l'environnement et la santé. Tandis que le Panel I1, dirigé par Sylvie Siyam du FEICOM, a présenté les défis et atouts liés à l'agriculture urbaine en Afrique. Plusieurs autres panels se sont également concentrés sur les enjeux liés aux changements climatiques, à la gestion et l'accès à l'eau. Dont notamment le panel E1 dirigé par Allan Cain de *Development Workshop* d'Angola, le panel E3 dirigé par Xiping Wang de l'Université du Sud Est en Chine ou encore le Panel E5/6, dirigé par Yangfan Li, de Xiamen University, et Dingping Guo, de Fudan University.

Ainsi, portée par l'Université d'Ottawa, l'ICCCASU représente un atout du Canada dont AMC peut directement tirer parti. La réflexion et surtout l'action engendrées par l'ICCCASU contribuent non seulement à la réalisation des objectifs de développement durable, mais sont effectuées en collaboration directe, voire sous l'impulsion des acteurs impliqués et concernés par la réalisation de ces objectifs. Ainsi, si plusieurs représentants du ministère camerounais de l'Habitat et du Développement urbain ont présenté leurs travaux et préoccupations, de nombreux autres acteurs africains se sont mobilisés au sein d'ICCCASU II. Parmi eux, nous pouvons noter la présence soutenue d'universitaires, d'urbanistes et de responsables de la fonction publique camerounaise, mais également celle de représentants associatifs locaux, de représentants du ministère tanzanien de l'Agriculture, de la Pêche et du Bétail, ou encore de la participation du Directeur Général de l'Agence malienne Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales.

2.3.2 3^e point du troisième objectif : « *Contribuer à la protection et à la gestion responsable de l'environnement et de la lutte mondiale contre les changements climatiques* » et

4^e point du troisième objectif : « *Favoriser la croissance économique inclusive, durable et verte dans les pays en développement* ».

Ces deux objectifs sont étroitement interconnectés et apparaissent dans de nombreux travaux et concertations mis en exergue au sein de l'ICCCASU. Notre plateforme y contribue en œuvrant non seulement à la réflexion d'une nouvelle urbanisation durable, présentant une meilleure adéquation pour les milieux environnementaux au sein desquels elle s'implante, mais également en développant des réseaux et infrastructures à basse consommation énergétique et impacts environnementaux négligeables.

Plusieurs panels et présentations sont notamment intervenus sur la gestion et le traitement des déchets dans les villes africaines, sur le développement de réseaux de

transport durable et performant, sur l'utilisation des matériaux locaux comme outil de lutte contre les changements climatiques et sur la conception de la planification urbaine comme un outil de résilience face aux dégradations environnementales. Une attention particulière a également été accordée à l'agriculture urbaine et à la dynamisation des services écologiques au sein des agglomérations urbaines. Soulignant à la fois les impacts positifs en termes de sécurité alimentaire et de santé publique, mais également la place que les espaces verts doivent trouver dans les villes africaines de demain.

L'ICCCASU est également un espace des plus adéquats pour le développement d'une réflexion d'envergure sur une consommation plus efficiente des ressources naturelles par l'urbanisation durable. Notre plateforme met notamment en avant les réflexions et recommandations des acteurs issus des environnements et pays les plus fragiles et menacés par le changement climatique. Ces derniers ont non seulement attiré l'attention sur les enjeux de gestion et de distribution des ressources hydriques, de citoyenneté énergétique, mais également sur les liens entre la rurbanisation⁴ durable et l'exploitation des ressources naturelles.

2.4. Contribuer à la prospérité inclusive au Canada et à l'étranger

Une place importante a été accordée lors d'ICCCASU II aux transitions énergétique et économique qui animent actuellement le continent africain. En œuvrant en amont dans ce processus de développement et de transition, l'ICCCASU a permis de revenir sur les alternatives de consommation énergétique nécessaires à la transition économique et à l'industrialisation de l'Afrique. Le panel D1, dirigé par le Vice-président de l'Université de Douala, Joly René Assako Assako, a ainsi abordé l'évolution des parcs industriels en Afrique, en insistant sur les zones de développement économique et le développement des parcs industriels et technologiques en Afrique.

2.4.1 3^e point du quatrième objectif : *« Élaborer et diriger un programme commercial progressiste dans lequel seront pris en compte les enjeux comme la main-d'œuvre, l'environnement, l'égalité entre les sexes, la transparence et la croissance économique inclusive ».*

L'ICCCASU peut être un acteur privilégié pour permettre l'insertion d'entreprises canadiennes dans le marché de pays africains en développement, particulièrement dans le développement et la construction d'infrastructures de transports, d'infrastructure de production énergétique renouvelable, dans le développement de sites d'exploitation de ressources naturelles, ou encore dans le développement durable et inclusif de

⁴ Selon le dictionnaire Oxford, la rurbanisation se définit comme l'influence de la société rurale sur la vie urbaine, ou inversement, de l'urbanisation rurale. Pour plus d'information voir les liens <https://en.oxforddictionaries.com/definition/rurbanization>

l'urbanisation liée à ces sites. De nombreuses entreprises canadiennes leaders dans ces domaines pourraient également se positionner afin d'assurer la fourniture de matières premières et de biens pour la construction et l'urbanisation. Enfin, de nombreuses firmes nationales pourraient tirer un avantage certain en s'insérant sur le marché africain afin de fournir des conseils et des formations, que cela soit en termes d'urbanisme et d'architecture, de développement énergétique, d'exploitation des ressources naturelles ou encore pour la mise en œuvre des plans et programmes d'urbanisation. En œuvrant dans ces perspectives en collaboration avec la Chine, le Canada bénéficierait non seulement du renforcement de son *soft power* en Afrique, mais s'assurerait également de la promotion et de la défense de ses valeurs sur la scène internationale.

Recommandations sur les champs de collaborations possibles entre le Canada et la Chine en Afrique

L'urbanisation durable est un enjeu transdisciplinaire et multisectoriel qui permet d'aborder de multiples champs de collaborations possibles entre le Canada et la Chine en Afrique. Ces dernières suivent et rejoignent par ailleurs les points de convergence entre l'ICCCASU et les objectifs stratégiques d'Affaires mondiales Canada en portant notamment sur l'aide au développement, le renforcement de l'inclusion, la paix et la sécurité, la lutte contre les changements climatiques ainsi que les perspectives de coopérations économiques, scientifiques et politiques.

En renforçant le dialogue avec Pékin, le Canada pourrait bénéficier des positions et de l'expérience chinoise en Afrique et ainsi s'assurer d'une plus grande complémentarité avec ses propres objectifs. L'ICCCASU pourrait alors être à même d'offrir un second canal de communications avec les institutions et acteurs chinois impliqués sur le continent africain. Cette coopération sino-canadienne en Afrique apparaît d'autant plus importante qu'en septembre 2016, à l'occasion de la visite d'État du Premier ministre chinois, Li Keqiang, au Canada, les gouvernements canadiens et chinois ont signé un accord commun destiné à développer la coopération sino-canadienne au sein de marchés tiers. Cet accord encourage et soutient ainsi les acteurs des deux pays à poursuivre toute opportunité de développement économique dans des pays tiers. Cet accord apparaît comme un outil et un point d'entrée essentiel pour un rapprochement des acteurs canadiens et chinois en Afrique. D'autant plus que l'ambassade de la Chine au Canada a également fait part de son engouement à soutenir cette perspective de collaboration et que la Chine possède des fonds particulièrement importants dédiés à l'aide au développement en Afrique. Des fonds dépassant les capacités des programmes

chinois d'aide au développement, une situation inverse à celle du Canada et dont AMC pourrait largement tirer profit.

3.1. Aide au développement

Alors que les importants efforts de Pékin, pendant les deux dernières décennies, en matière d'aide au développement ont permis aux entreprises chinoises de se placer en première position sur le marché africain, que cela soit dans le domaine de la construction, des transports, du développement d'infrastructures lourdes ou de communication, la coopération sino-canadienne dans ce domaine pourrait non seulement permettre de renforcer les actions en œuvre pour atteindre les objectifs stratégiques d'AMC, mais également amener au positionnement stratégique des entreprises et acteurs canadiens en Afrique, tout en renforçant leurs opportunités de collaboration avec leurs partenaires chinois. AMC devrait ainsi retenir une attention particulière à plusieurs points clés de l'aide au développement, directement liés à l'urbanisation en cours du continent.

3.1.1 Développement de la ville intelligente

Alors que l'avènement de la ville intelligente est un enjeu actuel à la fois pour les zones urbaines canadiennes et chinoises, de nombreux centres de recherche canadiens se consacrent à cette question. En Afrique, le développement de la ville intelligente n'attendra pas et s'effectuera de pair avec l'urbanisation continue du continent. Cette dernière nécessitera alors de nombreuses infrastructures technologiques, la formation de personnel qualifié et le développement d'entreprises spécialisées dans la collecte et le traitement de données. Un domaine au sein duquel l'expérience canadienne pourrait faire figure d'atout et favoriser à la fois les coopérations avec les acteurs chinois et l'insertion des entreprises canadiennes spécialisées dans le domaine.

L'Institut national de la recherche scientifique (INRS) à Montréal possède plusieurs chaires de recherche portant sur le sujet, tandis que Polytechnique Montréal a récemment lancé la plus importante chaire de recherche au Canada sur l'utilisation des données massives. À l'instar des villes chinoises, les municipalités canadiennes investissent massivement dans ce domaine de recherche. Plusieurs quartiers expérimentaux sont par ailleurs en cours de développement au Canada, dont celui du Quartier de l'innovation à Montréal mené par les entreprises Vidéotron, XCellAir et Ericsson en partenariat avec l'École de Technologie Supérieure (ETS) de Montréal. À Toronto, le projet Sidewalk est mis en avant par la multinationale Google, tandis que l'Université de Toronto, siège du World Council on City Data, se positionne comme l'un de leaders internationaux dans le domaine. Un enjeu également stratégique pour les villes chinoises, aussi bien sur les défis de sécurité, de gestion des flux de transports,

que de transition énergétique. Un rapprochement des entreprises et expériences canadiennes et chinoises en Afrique par l'intermédiaire de l'aide au développement et de l'urbanisation durable aurait ainsi un grand potentiel de coopération économique et commercial dans les décennies à venir. Fort de son expérience et de ses capacités, le Canada pourrait notamment constituer un attrait pour les acteurs chinois qui, par le biais de programmes conjoints de renforcement des capacités africaines et de développement d'infrastructures intelligentes, pourraient nouer d'importantes relations avec les acteurs canadiens.

3.1.2 Infrastructures

L'aide au développement chinoise s'accompagne de nombreux investissements massifs pour le déploiement d'infrastructures lourdes que cela soit en termes de transport (routes, autoroutes, infrastructures portuaires et ferroviaires), d'immobilier (administrations publiques, infrastructures médicales, infrastructures sportives et culturelles), de communication (réseau internet, fibre optique, réseau téléphonique), ou sanitaire (réseau de collecte des eaux usagées, d'assainissement, de distribution de l'eau potable). Ces derniers permettent en parallèle l'insertion directe des entreprises chinoises sur le marché africain, notamment par l'attribution des marchés publics destinés à la construction de ces infrastructures. Bien que pouvant être considérée comme un modèle de croissance et d'une urbanisation massive et rapide, la Chine possède encore un certain retard dans le domaine de la durabilité. Ce dernier pouvant être comblé par l'expertise et l'expérience canadienne en la matière, des compétences dont l'ICCCASU se fait fort d'être l'une des vitrines sur le continent africain. Notre plateforme, de par la tenue de formations, de renforcement des capacités africaines et d'accompagnement dans le développement des plans d'urbanisation des villes africaines pourrait être à même d'être un point de convergence entre les acteurs privés chinois et canadiens en Afrique. De même, si la Chine a massivement investi dans les économies africaines au cours des dernières décennies, les gouvernements africains continuent de faire appel à une tierce partie pour faire état, dans un premier temps, de la faisabilité des projets, puis par la suite, de la vérification des constructions réalisées. Un rôle que les entreprises canadiennes pourraient aisément remplir.

3.1.3 Électrification des villes et des zones rurales

Le développement des infrastructures de production énergétique et de distribution de l'électricité devrait également retenir une attention particulière. L'un des défis majeurs de l'Afrique pour les prochaines années est son électrification, que cela soit au niveau du développement du réseau électrique ou de la production d'électricité. À l'instar des entreprises canadiennes, de nombreuses compagnies chinoises ont une grande expérience aussi bien sur le plan national qu'international dans ce domaine. Une

coopération sino-canadienne pourrait être particulièrement porteuse sur ce marché en devenir. Elle répondrait en cela à la volonté des gouvernements chinois et canadiens de développer des marchés tiers au sein desquels leurs entreprises respectives seraient à même de stimuler des opportunités économiques mutuelles.

3.1.4 Développement des services de santé

Le développement des services de santé devrait également constituer un axe prioritaire, à la fois pour l'urbanisation et la ruralisation durable en Afrique et pour les enjeux d'aide au développement. Ce point renvoie à plusieurs axes stratégiques de l'aide canadienne en Afrique et pourrait être renforcé par une coopération plus soutenue avec les partenaires chinois, que cela soit en termes de formation des professionnels de santé, de développement des infrastructures nécessaires et de fourniture de matériel médical, ou encore de sensibilisation et de renforcement des soins de santé offerts aux femmes et aux enfants. Alors que ce point représente une des forces du Canada, la Chine pourrait se montrer particulièrement intéressée à œuvrer au renforcement de ses propres capacités par l'intermédiaire d'une coopération sino-canadienne en la matière. De plus, le développement des capacités africaines en matière de service de santé représente l'ouverture d'un marché d'envergure pour les acteurs canadiens et chinois et ainsi un potentiel de coopération pouvant s'inscrire dans l'accord commun établi entre Ottawa et Pékin. Une coopération en matière d'aide au développement, de renforcement des capacités humaines, devrait être effectuée en amont des programmes de développement des infrastructures et de la fourniture en matériel au sein desquels les entreprises chinoises et canadiennes pourraient se positionner.

3.1.5 Sécurité et autosuffisance alimentaire

La sécurité et l'autosuffisance alimentaire sont également des enjeux majeurs dans les programmes internationaux d'aide au développement. Elles doivent être perçues en lien avec les enjeux de santé, que cela soit en raison de la lutte contre la sous-nutrition ou de la lutte contre la malnutrition. Il est à ce titre pertinent d'observer l'importance du phénomène de l'agriculture urbaine dans de nombreuses villes africaines. Cet enjeu pourrait être considéré comme un axe de coopération avec les acteurs chinois, non seulement en ce qui concerne la planification urbaine en Afrique, le renforcement de l'autosuffisance alimentaire, la lutte contre la pollution atmosphérique (par le renforcement du tissu végétal en milieu urbain), mais également l'apport que pourrait apporter l'expérience des entreprises canadiennes en la matière et le potentiel de coopération de ces dernières avec les acteurs chinois. Cet enjeu renvoie également à l'importance de la pression démographique chinoise et l'achat croissant de terres agricoles africaines par des entrepreneurs chinois et dont la production est exclusivement orientée à l'exportation. Le Canada pourrait ainsi intervenir en

coopérant avec la Chine à la fois pour valoriser l'agriculture urbaine en Afrique et pour promouvoir et optimiser les investissements directs étrangers au sein des activités agricoles. La Chine pourrait se montrer particulièrement intéressée à favoriser l'insertion de ses entreprises dans les tissus socio-économiques locaux et à harmoniser ses relations avec les communautés locales.

3.1.6 Éducation

Le Canada et la Chine auraient tout à gagner à amorcer une coopération soutenue dans le domaine de l'éducation en Afrique, notamment sur les enjeux liés à l'urbanisation, l'environnement, l'inclusion des femmes et les mécanismes de gestion participative. Actuellement seules les élites économiques et politiques, ou les autorités publiques, sont au fait de ces défis et enjeux. Un investissement adéquat, en capacité humaine et financière, dans l'éducation pourrait ainsi permettre à la fois de sensibiliser les populations sur des enjeux qui les concernent, et les impliquent directement, et permettre d'accroître la portée des politiques d'aide au développement en rendant les populations africaines premiers acteurs du changement et du développement. De même, une coopération plus accrue sur la scolarisation et les enseignements primaires et secondaires paraît primordiale, notamment par la fourniture de matériel scolaire, le développement d'infrastructures ou la formation du personnel enseignant. Il est également important de considérer la formation post-secondaire et universitaire comme un enjeu majeur à la fois pour les intérêts canadiens et chinois. D'une part, dans une perspective d'aide au développement, le renforcement des capacités africaines permet d'accroître l'efficacité des programmes mis en œuvre. D'autre part, la formation de professionnels qualifiés pourrait permettre de répondre aux besoins des acteurs privés chinois et canadiens impliqués au sein des marchés africains. La plateforme que représente l'ICCCASU, notamment en raison de la place occupée en son sein par l'Université d'Ottawa, pourrait être un point d'entrée adéquat pour une coopération avec la Chine en la matière. L'ICCCASU a en effet pour ambition de favoriser les échanges et partenariats académiques entre les universités chinoises, canadiennes et africaines, tout en offrant des formations de qualité sur le continent africain.

3.2. *Inclusion, paix et sécurité*

Reconnu pour son implication en matière de consolidation et de maintien de la paix sur le continent africain, le Canada aurait tout intérêt à œuvrer à collaborer avec la Chine dans ce domaine. Devenue un acteur incontournable du continent au cours des 10 dernières années, la Chine demeure discrète sur ces enjeux et une coopération soutenue du Canada à ce niveau pourrait être à même de jeter les bases d'un partenariat gagnant-gagnant, pour reprendre le slogan de l'aide au développement chinois en Afrique. Il renforcerait d'un côté le poids politique de la Chine en Afrique tout en accentuant sa

position diplomatique sur la scène internationale. En parallèle, cette coopération amènerait un atout considérable pour l'atteinte des objectifs et axes stratégiques d'AMC en Afrique subsaharienne et sur la scène politique mondiale, aussi bien en ce qui concerne le renforcement des enjeux de paix et de sécurité qu'au niveau de la promotion du rôle canadien au sein des institutions intergouvernementales.

Sans s'orienter dans des interventions politiques et diplomatiques avancées, cette coopération pourrait se baser sur des interventions d'ordres micro destinées au renforcement des tissus socio-économiques et associatifs, à favoriser la mise en œuvre des mécanismes participatifs et collaboratifs au sein des municipalités, à accroître la sécurité en milieu urbain, à favoriser un meilleur accès à la justice ainsi qu'à une plus grande inclusion des femmes. Comme le démontrent les nombreux panels et interventions consacrés à ces sujets au cours du cycle de conférences organisé à Yaoundé par l'ICCCASU, l'urbanisation durable intervient à l'intersection de nombreux enjeux clés du renforcement de l'inclusion, de la paix et de la sécurité.

3.2.1 Maintien de la paix

Alors que le Canada est internationalement reconnu pour son engagement en matière de maintien et de consolidation de la paix en Afrique, la Chine apparaît de plus en plus comme un acteur incontournable dans ce domaine. Représentant désormais le deuxième contingent de Casques bleus, la Chine pourrait devenir un partenaire de choix en matière de paix et de sécurité sur le continent africain.

À ce titre, plusieurs possibilités apparaissent pour le renforcement de la coopération sino-canadienne dans ce domaine. À l'instar du Canada, la Chine a développé une stratégie reposant sur son *soft power* avec son insertion sur les marchés internationaux. Dans cette perspective, il pourrait être des plus intéressants, autant pour la Chine que pour le Canada, d'œuvrer conjointement au développement et au renforcement, à l'échelle continentale, d'une force d'intervention panafricaine sous l'égide de l'Union Africaine, dans la lignée de ce qui a par exemple été réalisé au sein de la Mission de l'Union Africaine en Somalie (AMISOM). Cela pourrait être mis en œuvre par le développement de formations du personnel militaire, de la fourniture de matériel et d'armement, de financement, mais également d'accompagnements technique, politique et diplomatique dans la création d'une telle force d'intervention et d'un centre de coordination continentale sous l'égide de l'Union Africaine. De même, au cours de la dernière décennie, les enjeux de maintien de la paix en Afrique ont moins été appréhendés par des missions intégrées des Nations Unies que par le leadership de forces armées internationales. La France est notamment intervenue militairement en Libye, en coopération avec les États-Unis, en République Centrafricaine et au Mali. Également, les États-Unis ont en parallèle œuvré au renforcement de l'AFRICOM et au

renforcement de ses positions militaires au Sahel. Il apparaît alors déterminant, autant pour le Canada que pour la Chine, d'œuvrer au repositionnement et à une valorisation du rôle de l'ONU sur ces enjeux.

Outre une action politique et diplomatique commune au sein même de l'ONU, un point d'entrée à une coopération sino-canadienne en la matière serait un positionnement sur le G5 Sahel. Tandis que la France insiste sur l'importance de la formation des forces de sécurités africaines pour permettre de mener à terme le retrait des troupes françaises engagées au sein de l'opération Barkhane, la Chine et le Canada pourraient s'insérer dans ce mécanisme multipartite de gestion sécuritaire pour œuvrer au renforcement des capacités des Casques bleus africains ou des forces de sécurité nationale. D'autant plus que la Russie a d'ores et déjà fait part de son intérêt à se positionner militairement dans la région pour pallier le retrait progressif des forces françaises. Enfin, le renforcement du rôle du Canada, en coopération avec la Chine, en ce qui concerne les enjeux de maintien de la paix signifie également d'œuvrer en amont au sein même de l'ONU. Non seulement pour promouvoir des initiatives politiques et diplomatiques dans la résolution des conflits, mais également pour garantir la mise en œuvre de plateformes collaboratives multipartites à même d'aborder et d'anticiper les points de tensions et le déploiement de forces internationales préventives.

3.2.2 Renforcement des tissus socio-économiques, associatifs et de la société civile

Il pourrait être des plus pertinents pour le Canada d'œuvrer au renforcement des sociétés civiles et des capacités de construction des institutions africaines par la stimulation du développement socio-économique. Le processus d'urbanisation en cours en Afrique est une excellente opportunité pour renforcer les outils et capacités de sensibilisation, d'éducation, ou bien encore pour favoriser l'entrepreneuriat, en mettant un accent particulier sur la jeunesse et les femmes. Cela peut notamment être mis en œuvre par le biais d'initiatives conjointes, de financement d'associations inscrites dans un processus collaboratif et participatif, de mécanismes d'incitation et d'accompagnement de l'entrepreneuriat. Si ces enjeux ne répondent pas aux priorités domestiques de la Chine, ils s'avèrent pourtant essentiels au renforcement des différentes phases du processus de consolidation de la paix. Le Canada, fort de son expérience et de son expertise en la matière, pourrait y pallier en apportant une complémentarité à la Chine sur ces enjeux et lui permettre de renforcer sa compréhension et son expertise en matière de consolidation de la paix, de maintien de la paix et d'aide au développement.

3.2.3 Mécanismes participatifs et inclusifs au sein des municipalités

La consolidation de la participation publique et du processus collaboratif, aussi bien dans la construction de politiques urbaines inclusives que dans la gestion politique locale, est au cœur des préoccupations portées par l'ICCCASU. Ces mécanismes participatifs et inclusifs sont également des outils clés dans les processus de réconciliation, de partage de pouvoir, ou de mobilisations de la société civile, sollicités au sein des programmes de consolidation de la paix et de renforcement des structures étatiques.

À la fois le Canada et la Chine ont démontré que le renforcement des mécanismes participatifs au niveau municipal a de multiples bénéfices, que cela soit en termes de planification urbaine, de gouvernance locale ou de développement de programmes sociaux et associatifs locaux. Nous pouvons notamment dégager plusieurs exemples de programmes de gouvernance inclusive et participative, au Canada et en Chine, qui pourraient être particulièrement bénéfiques aux villes africaines. Tout comme le cas des villes canadiennes de Guelph, Toronto ou Vancouver, en Chine, la participation citoyenne dans la réforme budgétal local de Minhang à Shanghai a permis d'accroître le soutien de la population aux politiques gouvernementales, ainsi que son implication politique. De même, la ville de Chengdu a mis en avant le développement participatif du budget municipal comme une stratégie destinée à promouvoir l'appartenance communautaire et à renforcer l'implémentation des décisions politiques au niveau municipal, ainsi qu'au sein des régions rurales de la province du Sichuan.

Dans la lignée du point précédent, ces enjeux répondent à un domaine où le Canada possède une solide expérience qui pourrait largement bénéficier à la Chine, que cela soit au sein de ses programmes d'aide au développement en Afrique ou dans sa propre volonté de renforcer la gouvernance locale en Chine. De même, ces enjeux paraissent essentiels en ce qui concerne les programmes de paix et de sécurité en Afrique. Une coopération à ce niveau pourrait être initiée par l'entremise des programmes internationaux d'aide au développement actuellement en cours au sein des partenaires communs que possèdent la Chine et le Canada en Afrique. Elle pourrait également se développer par l'intermédiaire de programmes de recherche académique et de leur implémentation tripartite par l'intermédiaire des autorités gouvernementales africaines partenaires.

3.2.4 La sécurité en milieu urbain

Enjeu clé de l'urbanisation durable, la sécurité en milieu urbain a également retenu une attention particulière des acteurs mobilisés au sein de l'ICCCASU II. Elle renvoie non seulement au renforcement de l'État de droit et à la garantie d'un espace sécuritaire et

inclusif pour toutes et tous, mais également à la lutte contre le développement et l'ancrage de réseaux de gouvernance informelle qui nuisent à la fois aux capacités de développement socio-économiques, au renforcement des capacités institutionnelles ainsi qu'à l'accès à la justice.

Cet enjeu est également au cœur des préoccupations des municipalités chinoises et canadiennes. Ces dernières divergent cependant quant à leurs méthodes et objectifs. Si le Canada fait partie des références mondiales en termes de lutte contre la corruption, d'accès à la justice et de renforcement de l'État de droit, la Chine possède quant à elle une grande expertise en ce qui concerne le processus de sécurisation de l'espace public. Les deux parties auraient ainsi tout à gagner à faire converger leurs champs d'expertise dans une perspective de renforcement des capacités étatiques africaines et de consolidation de la paix. Cela pourrait, par exemple, être mis en œuvre par des collaborations tripartites entre des municipalités canadiennes, chinoises et africaines, par des recommandations conjointes au sein des programmes gouvernementaux, ou encore par l'intermédiaire d'initiatives communes menées au sein des différents programmes internationaux de consolidation de la paix et de construction de l'État, actuellement en cours sur le continent africain.

De même, l'ICCCASU pourrait également représenter un point d'entrée à une éventuelle coopération sino-canadienne en la matière. En effet, à l'instar de l'implication soutenue du gouvernement camerounais dans l'organisation d'ICCCASU II à Yaoundé, de nombreux représentants de municipalités africaines, chinoises et canadiennes ont participé au colloque international. Leur rencontre, jumelée à des partenariats académiques en la matière, pourrait faciliter la mise en œuvre d'une telle coopération au travers de projets pilotes portés par l'ICCCASU.

3.2.5 Justice

L'accès à la justice est une des bases du processus participatif et inclusif dans le développement urbain. Le concept de « right to city », mis en avant au sein des études sur l'urbanisation, souligne notamment que l'accès aux ressources urbaines, aux pouvoirs collectifs et la prise en considération de l'avis de chacun permet de générer une réelle transformation sociétale et de façonner l'urbain, ainsi que la vie collective qu'il implique, dans une perspective inclusive et collaborative. Cet accès à la justice permet de prendre en considération à la fois les mécanismes de proximité de gestion de conflits et de différends et d'adresser les enjeux liés à la distribution du pouvoir et à la corruption. Le Canada possède non seulement des modèles efficaces de lutte contre la corruption et de renforcement de la transparence des secteurs publics, mais a également l'avantage d'accueillir de nombreuses organisations internationales, telles qu'Avocats Sans Frontières, qui œuvre déjà dans cette perspective dans plusieurs pays

d’Afrique. AMC pourrait ainsi profiter de la synergie des capacités canadiennes en la matière pour l’atteinte de ses objectifs stratégiques tout en ouvrant sur une possibilité de coopération avec les acteurs chinois dans ce domaine. Dans une perspective similaire aux points précédents, ce domaine d’expertise du Canada répond à une certaine carence des capacités chinoises et pourrait ainsi s’avérer être un atout pour une coopération éventuelle sur les enjeux de paix et de sécurité en Afrique.

3.2.6 Inclusion

Lorsque les femmes possèdent des droits équivalents aux hommes en termes d’accès à la terre, d’accès au logement, d’accès à la justice et d’une manière plus générale, en termes socio-économiques, cela génère à la fois une plus grande remise en question des inégalités enracinées dans les structures de pouvoir et une plus grande stimulation économique. Les solutions et axes de travail devant être développés dans ce sens doivent être adressés avec l’ensemble des parties prenantes, que cela soit les acteurs gouvernementaux, la société civile, les communautés et les acteurs internationaux impliqués au sein de l’aide au développement. Une focalisation particulière doit être portée sur les différents besoins des femmes et filles marginalisées par la pauvreté urbaine.

Il est également important de considérer que les problèmes d’inégalité basés sur le genre sont en partie issus des conflits entre les traditions rurales et l’implémentation d’un cadre légal issu de l’État de droit. Si les lois nationales garantissent de plus en plus l’égalité juridique entre les femmes et les hommes, la superposition des cadres juridiques traditionnels et nationaux génère certaines contradictions quant à la garantie du droit des femmes. Il paraît essentiel de mener, dans un premier temps, des campagnes de sensibilisation destinées à faire connaître et mettre en valeur le droit des femmes. Des campagnes à destination des femmes et jeunes filles, des autorités coutumières, des autorités publiques, et également, dans une perspective plus large, des hommes et jeunes garçons. Il s’avère aussi essentiel de travailler à la mise en place de dispositifs multiniveaux, allant des autorités coutumières aux autorités nationales, permettant de garantir ces droits. Cela pourrait notamment prendre la forme de plateformes en ligne, accessibles sur les réseaux mobiles, d’informations sur les droits, d’évaluation de l’accès aux droits et aux instances juridiques, de signalement des dysfonctionnements, d’accès à une assistance juridique et de règlement des litiges. Enfin, le droit des femmes et les enjeux d’inclusion ne peuvent être réellement garantis que par une implication soutenue des femmes au sein même des institutions juridiques, des structures d’accès à la justice, des processus et structure décisionnels et de l’ensemble de la société.

Comme nous avons pu le mentionner dans les parties précédentes, les enjeux d'inclusion et la valorisation des capacités et des potentiels de développement portés par les femmes font partie des axes majeurs sur lesquels intervient l'ICCCASU. C'est également un domaine sur lequel le Canada pourrait offrir son expertise à la fois à ses partenaires africains, mais également aux acteurs chinois. Les enjeux liés à l'accès à la terre et de la garantie des droits des femmes sont également des thèmes majeurs en Chine, comme le démontre la mobilisation de la *All-China Women's Federation*. La Chine est par ailleurs en train de lancer un ambitieux système d'enregistrement juridique des terres et de protection des droits. Intervenir directement sur ce point avec les acteurs chinois pourrait notamment permettre de renforcer les opportunités d'inclusion et de participation des femmes dans le cadre du développement urbain durable, du renforcement du leadership des femmes et de leurs rôles positifs en situation post-confliktuelle, particulièrement aux niveaux associatif et entrepreneurial.

3.3 Lutte contre les changements climatiques

Axe central de l'ICCCASU depuis son lancement à l'Université d'Ottawa en 2015, la lutte contre les changements climatiques est l'un des enjeux internationaux de premier plan sur lequel le Canada et la Chine pourraient renforcer leur coopération, notamment en Afrique. Alors que le continent se mobilise pour accélérer son processus d'électrification, ce dernier pourrait amorcer directement sa transition énergétique en outrepassant le développement d'infrastructures de production énergétique basé sur les combustibles fossiles ou le nucléaire. Avec une croissance urbaine soutenue et continue, l'Afrique doit, en effet, anticiper une forte augmentation des demandes énergétiques et aborder une réflexion profonde sur ses modes de productions et de consommation énergétiques.

Alors que le Canada possède une grande expérience et de nombreuses entreprises de pointe dans le domaine de l'hydro-électricité et des énergies renouvelables, la Chine a démontré sa volonté de s'imposer comme le leader international dans la lutte contre les changements climatiques suite au retrait des États-Unis de l'accord de Paris. La Chine est également l'un des leaders mondiaux dans l'énergie solaire et possède une grande expérience à la fois sur la mobilisation de systèmes de production d'énergies renouvelables de petites échelles ou de grande envergure. De même, les enjeux environnementaux rentrent directement dans le processus d'urbanisation durable, que cela soit par le développement d'infrastructures de basse consommation et à faible impact environnemental, par le développement d'infrastructures de production énergétique durable et l'électrification des zones urbaines et rurales, le développement d'infrastructures de gestion environnementale, de gestion et de traitement des déchets, ou encore le renforcement des capacités de résilience et d'adaptation des zones urbaines et rurales en Afrique. Par ailleurs, à la fois le

renforcement des infrastructures et leurs adaptations face aux changements climatiques, ainsi que les enjeux liés à la transition énergétique de l’Afrique, répondent directement à la nécessité de renforcer les capacités africaines dans la perspective de l’instauration des nouvelles routes de la soie portées par Pékin⁵.

3.3.1 Transitions énergétique et industrielle

Recourir aux expertises canadienne et chinoise en rénovation énergétique, en efficacité énergétique, en réduction de la pollution, et au développement de l’énergie renouvelable pourrait permettre à l’Afrique de renforcer ses capacités énergétiques et de réduire son retard par rapport au reste du monde dans ce domaine tout en augmentant ses capacités dans les domaines industriel et commercial, ainsi que dans la fourniture de services. Le Canada pourrait alors bénéficier du poids économique et diplomatique de la Chine pour se positionner sur ces domaines stratégiques au sein du continent. Ces transitions énergétique, industrielle et urbaine vont irrémédiablement engendrer une explosion de la consommation d’énergie. Il serait alors des plus pertinents pour le Canada d’accompagner ses partenaires africains dans le développement d’infrastructures de production énergétique renouvelable, solaire, éolien ou encore hydroélectrique. Non seulement afin d’œuvrer en faveur de ses objectifs dans les domaines de l’aide au développement et de la lutte contre le réchauffement climatique, mais également pour mettre en avant l’expertise de ses entreprises spécialisées en la matière. Une collaboration dans ces domaines avec la Chine permettrait alors la convergence des savoir-faire et des capacités humaines et économiques de deux des principaux leaders mondiaux dans le domaine. Cette collaboration pourrait être mise en œuvre au travers de partenariats issus des tribunes internationales et régionales de lutte contre le réchauffement climatique, de collaborations tripartites par l’intermédiaire de partenaires gouvernementaux communs en Afrique, de la convergence des efforts des entreprises chinoises et canadiennes pour l’obtention de marchés publics ou encore par l’intermédiaire de partenariats scientifiques et académiques.

3.3.2 Gestion environnementale et de traitement des déchets

La lutte contre le réchauffement climatique ne se fait pas uniquement par le changement des modèles de production et de consommation énergétique, mais également par une gestion efficace de l’environnement et du traitement des déchets. Le Canada possède une expérience de longue haleine et une expertise mondialement

⁵ Pour plus de détails sur le projet des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative-BRI), visiter :

http://en.silkroad.news.cn/?gclid=CjoKCQjwZzWBRD2ARIsAIPenY3oK_GtfrNWQtpvDr543FIVuOD4rdMa-MenbYCjIPg7bnydotXMhgaAtx-EALw_wcB

reconnue en la matière pouvant bénéficier en même temps à ses partenaires africains et à la Chine. Cette dernière, accusant un certain retard dans le domaine par rapport au Canada, pourrait considérer cette opportunité de coopération en Afrique comme un potentiel de renforcement de ses propres capacités humaines dans ces domaines.

3.3.3 Villes côtières

La résilience des villes côtières face aux changements climatiques et à la montée des eaux est l'une des principales préoccupations à la fois des autorités chinoises, canadiennes et africaines. De nombreuses villes africaines se situent en effet sur ou à proximité des côtes. Les populations et infrastructures de ces agglomérations urbaines sont également particulièrement vulnérables et menacées par les catastrophes climatiques engendrées par le réchauffement global. Alors que les villes côtières représentent des zones économiques capitales à la fois pour l'Afrique, le Canada et la Chine, cette dernière pourrait se montrer particulièrement réceptive à une coopération avec le Canada en la matière. Notamment en ce qui a trait à la convergence et à la synergie des capacités humaines, techniques et scientifiques pour faire face à ces enjeux. Une préoccupation également appréhendée au sein de l'ICCCASU II, où une table ronde animée par le professeur Yangfan Li de l'Université de Xiamen et le directeur Cain Allan, du *Development Workshop* d'Angola, ont spécifiquement abordé les enjeux de résilience et de vulnérabilité des villes côtières ainsi que les mesures et politiques publiques adéquates à adopter pour y faire face.

3.3.4 Renforcement des capacités de résilience et d'adaptation

Dans le domaine de l'urbanisation, le Canada et la Chine œuvrent au renforcement de la qualité de vie de leurs citoyens par le maintien d'espaces verts, de parcs urbains et d'aires de loisirs en plein air. Alors que l'Afrique connaît le plus fort taux d'urbanisation au monde, il est important de montrer auprès des responsables publics africains, comment d'autres pays ont répondu à ces défis et adoptés les meilleures pratiques afin de minimiser les risques et effets négatifs liés à une urbanisation rapide. Un point sur lequel l'expérience chinoise peut être des plus instructives. Comme l'ont démontré les interventions dédiées à ce sujet au sein d'ICCCASU II, l'intégration des services environnementaux et écologiques au sein même des agglomérations urbaines est largement bénéfique à la fois en termes d'amélioration de la santé publique, mais également en matière de lutte contre la pollution atmosphérique, de diminution des risques d'inondations, de résilience face aux sécheresses et d'amélioration de la qualité de l'eau et de l'air. Il est alors également important de considérer l'intégration des services environnementaux en amont et en aval des villes et de les placer au cœur des projets d'urbanisation. Comme le démontrent les plans d'urbanisation intégrés et environnementalement responsables des agglomérations urbaines canadiennes, le

Canada possède une solide expertise en la matière. Un domaine de compétence qui fait encore défaut à la Chine. Une coopération sur ces enjeux pourrait ainsi s'effectuer au bénéfice des partenaires communs en Afrique et permettre à la fois le partage des connaissances, la formation et le renforcement des capacités techniques des acteurs chinois et africains. Elle pourrait prendre la forme de projets communs tripartites pouvant impliquer à la fois des acteurs universitaires, privés, municipaux ou gouvernementaux canadiens pour l'accompagnement dans l'élaboration des plans d'urbanisations, d'évaluation et d'audits des capacités africaines en la matière, la réalisation de formations ou encore la réalisation des travaux nécessaires au renforcement des capacités de résilience et d'adaptation.

3.4. Coopération économique, scientifique et politique

Les différents enjeux liés à l'urbanisation durable en Afrique offrent également un important potentiel de coopération au niveau économique, scientifique et politique entre le Canada et la Chine. Sur le plan économique, il existe notamment un fort potentiel d'insertion des entreprises canadiennes et chinoises sur le marché africain, notamment en termes d'exploitation des ressources naturelles, ainsi que de développements urbains et d'infrastructures liés à leurs investissements directs étrangers. Au niveau académique, les initiatives conjointes telles que l'ICCCASU offrent de fortes opportunités de rapprochement et de coopération entre acteurs universitaires et entreprises spécialisées canadiennes et chinoises. Enfin d'un point de vue politique, ces coopérations économiques et scientifiques ouvrent à une possible coopération sino-canadienne, de parts leurs implications communes en Afrique, pour le renforcement et la promotion des Nations-Unies, et par la même pour le renforcement de la position canadienne au sein des Nations-Unies.

3.4.1 Économique

L'Afrique est l'une des régions économiques les plus dynamiques du monde. Selon le Fonds monétaire international, cinq parmi les 20 économies les plus dynamiques du monde se trouvent en Afrique subsaharienne. Les perspectives économiques de l'Afrique se sont améliorées en 2017 par rapport à 2016. La croissance du Produit intérieur brut de l'Afrique était de 3 % en 2017, et devrait croître à 3,7 % en 2018. Toutefois, la performance globale du continent se révèle favorable quand on la compare à la croissance économique mondiale. Sur cette base, le Canada pourrait accroître ses échanges commerciaux et ses investissements en Afrique subsaharienne et le Plan d'action pour le marché mondial pourraient guider l'engagement économique et commercial du Canada dans la région. Pour aider à établir un cadre réglementaire qui encourage le commerce et l'investissement, le Canada a négocié des accords de promotion et de protection de l'investissement étranger avec des pays comme le Bénin,

le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Nigeria, la Tanzanie, le Mali, Madagascar, le Sénégal et la Zambie. Les objectifs du Canada en matière de commerce et d'investissement pour l'Afrique comprennent l'ouverture de nouveaux marchés pour accroître les débouchés pour les exportations canadiennes et se concentrer sur des secteurs précis, tels que les industries extractives et l'énergie, pour mettre en valeur l'expertise canadienne et améliorer la réputation du Canada en tant qu'entreprise citoyenne de calibre mondial engagée à partager ses connaissances et son expertise. Dans le domaine du développement urbain, l'expertise canadienne a le potentiel de soutenir ce secteur dans le continent africain.

À cet effet, il existe de grandes opportunités de collaboration entre le Canada et la Chine, comme peuvent le démontrer le développement et le succès de la Chambre de Commerce Canada-Chine (CCCC), mais également celui de la Chambre de Commerce Afrique Canada. Il pourrait à cet effet être avantageux de construire des ponts entre les deux chambres de commerce et ainsi générer un canal supplémentaire pour une collaboration tripartite entre la Chine et le Canada en Afrique. Une coopération qui nécessiterait également la sollicitation et l'inclusion du secteur privé, d'autant plus qu'en matière d'urbanisation, ce dernier est de plus en plus internationalisé. Ainsi, à travers la mise en œuvre du *Nouvel Agenda Urbain*, la transition urbaine du continent, la gestion des ressources naturelles, le renforcement des investissements directs étrangers, le développement de zones de libre-échange, ainsi que l'essor de la classe moyenne, il apparaît de multiples canaux et perspectives de collaborations permettant de soutenir une coopération étroite entre les acteurs économiques chinois et canadiens sur le continent africain.

3.4.1.1 Ressources naturelles

Tout comme la Chine, le Canada est l'un des acteurs dominant l'exploitation des ressources naturelles en Afrique. L'établissement d'une approche coopérative dans le domaine extractif pourrait être particulièrement pérenne, que cela soit au niveau de l'industrialisation et de l'exploitation de sites à grande échelle ou de la formalisation et de la coordination des exploitations à petite ou moyenne échelle.

En effet, il pourrait tout à fait être pertinent de créer une synergie entre les efforts et les investissements menés par les entreprises canadiennes et chinoises pour le développement des infrastructures nécessaires à l'exploitation des ressources, que cela soit au niveau énergétique, des transports, de la gestion des déchets ou de la formation du personnel nécessaire à l'activité extractive. Cette coopération pourrait être à même de rejoindre les autres axes stratégiques d'AMC en évitant de répéter les erreurs commises jusqu'alors par le développement d'infrastructures exclusivement destinées à l'export des ressources et l'alimentation de l'activité extractive. Comme le

recommande désormais l'Union Africaine, l'OCDE, la Banque Africaine de Développement ainsi que la Banque Mondiale, cette coopération pourrait être à même de favoriser le renforcement des chaînes d'approvisionnement locales. Il serait alors particulièrement pertinent et opportun d'œuvrer à faire converger ces dernières vers un développement rural durable tirant profit des activités et des infrastructures développées par le secteur minier, pour générer un levier de développement à même d'ouvrir à une diversification économique des régions périphériques accueillant les activités extractives.

Dans une perspective similaire, la coopération sino-canadienne pourrait s'effectuer sur la création de réseaux d'achats et de reventes durables des minerais, certifiés équitables et écoresponsables, mobilisant les acteurs africains impliqués dans les activités extractives de petites et moyennes échelles. Les acteurs canadiens et chinois pourraient intervenir à la fois pour faciliter et accompagner la création de ces réseaux et la promotion de leurs labels, mais également par la mise en œuvre de leurs connexions et implantation sur le marché mondial. Une coopération des entreprises chinoises et canadiennes en la matière pourrait également être à même de faire rencontrer et d'optimiser leurs efforts de responsabilité sociale des entreprises. Les autorités chinoises et canadiennes pourraient alors jouer le rôle de facilitateur dans leurs rencontres et dans leurs synergies avec les initiatives gouvernementales et régionales déjà existantes en la matière. Il est également important d'attirer l'attention sur le fait que le développement de l'industrie extractive engendre inévitablement une concentration de population et donc de l'habitat, ainsi que de nombreuses infrastructures. Il est alors indispensable d'œuvrer à une plus grande synergie des efforts de planification urbaine et rurale liée aux activités extractives en Afrique. Cela, notamment, afin de renforcer la responsabilité sociale des entreprises canadiennes et chinoises dans le domaine extractif, mais également afin de renforcer les capacités du secteur à œuvrer en tant que véritable levier de développement.

3.4.1.2 Investissements Directs Étrangers (IDE)

Il est tout aussi important de noter que le développement urbain, notamment par la construction d'infrastructures lourdes, de transport, de communication, ou encore sanitaire permet le développement d'investissements directs étrangers canadiens et chinois en Afrique et par la même l'éventualité de partenariats entre les entreprises de deux pays. La transition énergétique verte et durable en Afrique permet également le positionnement d'entreprises canadiennes et chinoises, leaders en la matière ainsi que leur collaboration éventuelle sur des projets d'envergure, ou de petite échelle, en Afrique. Cette transition énergétique doit être à même de soutenir l'industrialisation en cours du continent, un processus au sein duquel la coopération sino-canadienne pourrait être largement bénéficiaire. Ce processus d'industrialisation représente en

effet d'importantes opportunités commerciales et possibilités de coopérations entre les entreprises canadiennes et chinoises, au sein de secteurs et de marchés très diversifiés. De même, il s'intègre pleinement au projet chinois de la nouvelle route de la soie.

3.4.1.3 Zone de Libre Échange Continental (ZLEC)

Il est essentiel pour le Canada de se positionner sur la « Zone de Libre-Échange Continental » (ZLEC) récemment mis en avant par l'Union Africaine. Si ce projet représente probablement l'une des plus grandes réalisations économiques à l'échelle continentale, il paraît également comme une perspective de collaboration économique majeure entre les acteurs chinois et canadiens en Afrique. Récemment créée, la ZLEC est certainement la plus large et ambitieuse zone de libre-échange de la planète. Étant donné les contraintes structurelles des états africains, la réalisation de ce chantier d'envergure nécessite un soutien et une coopération internationale accrue, dont les expertises canadienne et chinoise pourraient tirer parti. À terme, la ZLEC constituera un marché de 1,2 milliard de personnes. Elle sera le moteur de l'industrialisation du continent africain, aidera les pays africains à se diversifier et à se spécialiser. La ZLEC sera ainsi un levier de développement des économies africaines, elle conduira à l'élimination progressive des barrières douanières entre les économies du continent et favorisera le commerce intra-africain. Mais il est sans doute que cette nouvelle intégration régionale africaine, qui absorbera les mécanismes régionaux préexistants (CEMAC, SADEC, UEMOA, COMESA, OEA, etc.), aura besoin de l'appui et de l'expertise des partenaires étrangers, qui ont à bien des égards, connu un succès dans leurs expériences en matière d'intégration régionale et économique.

À l'instar du Canada, la Chine a une expérience réussie dans le domaine du libre-échange. Une coopération tripartite à ce niveau pourrait mener à un positionnement stratégique du Canada sur le marché africain ainsi qu'à une collaboration privilégiée entre les entreprises chinoises et canadiennes, à la fois à l'échelle africaine et mondiale. La Chine pourrait se montrer particulièrement intéressée à une telle coopération, notamment en raison de l'expertise du Canada en termes de coopération économique, mais également en raison de son expérience reconnue en matière d'aide au développement, de construction étatique et de consolidation de la paix en Afrique.

3.4.1.4 Renforcement de la classe moyenne

Au regard des investissements massifs, à la fois du Canada et de la Chine dans les économies africaines, il paraît important que les retombées des bénéfices et profits engrangés parviennent jusqu'aux populations africaines en termes de rémunération équitable et d'opportunités d'emplois. La Chine et le Canada doivent travailler ensemble pour s'assurer de l'implémentation de pratiques et de conditions de travail

équitable à même de dynamiser le développement de classes moyennes africaines ainsi que de respecter les droits de la personne et d'augmenter le niveau de vie des populations. Cet enjeu s'avère également essentiel dans une perspective de renforcement des capacités humaines et de qualification des travailleurs en Afrique. Le Canada et la Chine pourraient s'y montrer particulièrement sensibles, particulièrement dans la perspective d'accroître le bassin de personnel qualifié à même d'être employé par leurs entreprises respectives implantées sur les marchés africains.

3.4.2 Scientifique

La collaboration et l'échange entre de nombreux universitaires canadiens, chinois et africains permettent le développement d'une réelle coopération scientifique en Afrique, comme le met en exergue l'idée de la création à Yaoundé, à l'issue de la dernière conférence de l'ICCCASU, d'un centre de recherche et de formation commun entre l'ONU-Habitat et plusieurs partenaires universitaires canadiens et chinois. De même, le Canada et la Chine pourraient bénéficier de la convergence de leurs efforts en termes de formation et de renforcement des capacités humaines de leurs principaux partenaires en Afrique.

3.4.2.1 Programmes conjoints de recherche

En y associant étroitement les capacités africaines, la coopération sino-canadienne pour la création de programmes de recherche conjoints en matière de développement pourrait être à même de saisir réellement les réalités locales et d'adresser des plans et programmes impliquant directement les citoyens africains. Fort de son expérience et de son leadership à la fois dans le domaine de l'environnement et de l'urbanisation, le Canada pourrait avoir une influence positive et jouer un grand rôle dans l'environnement et l'urbanisation en Afrique. D'un autre côté, la Chine a démontré que ses capacités d'adaptation ont permis un développement urbain extrêmement rapide au cours des dernières décennies. Un développement dont les villes africaines pourraient s'inspirer alors qu'elles font face à des taux de croissance démographique et économique soutenus. Les différents acteurs africains pourraient ainsi se montrer des plus intéressés à renforcer leurs capacités auprès de ces deux partenaires et tout à gagner d'une collaboration scientifique tripartite soutenue. L'ICCCASU s'inscrit directement dans cette perspective et offre autant un espace de rencontre que de collaboration entre les acteurs académiques canadiens, chinois et africains. Et ce, avec une participation soutenue des acteurs gouvernementaux africains qui offre un fort potentiel pour le développement de projets pilotes et d'implémentations des recommandations issues de ces programmes de recherche.

Dans sa perspective de développement, l'ICCCASU prévoit la mise en œuvre de projets pilotes. Ces derniers pourraient s'établir sur certains axes essentiels de l'ICCCASU et impliquer plusieurs centres de recherches, institutions partenaires et acteurs gouvernementaux. L'idée serait d'établir ces projets pilotes en plusieurs étapes : une étape de réflexion mise en œuvre par des ateliers et panels amenant à la rencontre des différents acteurs impliqués, une étape d'observation de terrain ainsi qu'une étape d'implantation et d'expérimentation. Une seconde idée serait de présenter et de discuter des résultats observés et obtenus au cours du *round* suivant de l'ICCCASU et de réfléchir à leurs éventuelles implémentations. Ce processus permettrait alors une implication et une collaboration sur le long terme de l'ICCCASU avec ses partenaires nationaux et internationaux. Il servirait également de point de convergence et de rencontre entre les acteurs canadiens et chinois, aussi bien publics, académiques, que privés et ouvrirait à la mise en œuvre des différents programmes de coopérations aussi bien au sein de notre plateforme que par l'intermédiaire d'autres parties.

3.4.2.2 S'impliquer aux côtés d'ONU-Habitat

Alors que le deuxième cycle de conférence d'ICCCASU à Yaoundé a abouti à l'engagement à créer un centre de recherche et de formation permanent sur l'urbanisation durable en Afrique, le Canada pourrait saisir cette opportunité pour renforcer sa coopération avec la Chine au travers d'ONU-Habitat. Cela pourrait notamment permettre de faciliter le développement et l'implémentation des programmes nécessaires à l'amélioration des conditions de logement pour les populations les plus pauvres, ainsi que des programmes d'implémentation de logement à loyer modéré et de projets de réhabilitation des bidonvilles. Des enjeux qui ont été revus par les vice-présidents de l'ICCCASU Benjamin Gianni (Université Carleton) et Chaolin Gu (Université Tsinghua), lors du panel H2 portant sur la crise d'identité des établissements informels. De même, cette implication pourrait favoriser la synergie des efforts d'AMC et d'ONU-Habitat en matière d'autonomisation des femmes, de renforcement de leurs droits et de leurs implications aux plus hauts niveaux décisionnels en Afrique.

3.4.2.3 Vision Africaine 2063

L'Agenda 2063 a été approuvé par le Sommet de l'Union africaine en mai 2013 et met en exergue les transformations structurelles du continent en cours. Il vise la viabilité de la vision et du projet panafricains, les enseignements tirés des expériences mondiales en matière de développement, et notamment la nécessité d'un développement axé sur les populations et l'égalité entre les hommes et les femmes. La Vision africaine 2063 est un chantier à grand potentiel au sein duquel le Canada et la Chine peuvent coopérer sous diverses formes et plateformes à des degrés d'expérience et d'expertise diversifiés.

Ce projet met en exergue la nécessité d'œuvrer à une urbanisation durable du continent ainsi qu'à un développement axé sur le potentiel de ses populations, notamment celui des femmes et des jeunes. Ces axes s'inscrivent parfaitement dans l'expérience et les domaines d'expertise du Canada et dont une implication soutenue au sein du Forum sur la Coopération entre l'Afrique et la Chine (FOCAC) pourrait être des plus bénéfiques. Cette insertion pourrait notamment être réalisée par l'intermédiaire de notre plateforme et du Centre africain de recherche et de formation soutenu par l'ONU-Habitat et basé à Yaoundé au Cameroun.

D'autant plus que la promotion par la Chine des nouvelles routes de la soie (Belt and Road Initiative-BRI), également soutenue par de nombreux pays africains, tels que le Kenya, l'Égypte, l'Éthiopie, le Maroc ou encore l'Afrique du Sud, s'insère directement dans la Vision Africaine 2063. Les nouvelles routes vont en effet drainer les investissements chinois en Afrique, notamment dans le développement des infrastructures qui y seront associées. Les acteurs africains pourraient alors y percevoir une occasion propice au renforcement de leurs relations avec leurs partenaires économiques internationaux. Ces développements en cours sont une opportunité pour le savoir-faire canadien en matière d'ingénierie, de gestion urbaine, de gestion des risques et de construction, ainsi qu'en matière de recherche et de formation. Il est essentiel pour le Canada de se positionner à la fois sur les marchés publics qui seront associés à la Vision africaine 2063 et à aux nouvelles routes de la soie, ainsi qu'à l'ouverture et la dynamisation des marchés africains qui en découleront. L'Afrique tout comme la Chine constituent les marchés en devenir du XXI^e siècle et représentent en cela un levier d'influence économique et commerciale, mais aussi politique et diplomatique.

3.4.2.4 Renforcement des capacités humaines

Que cela soit au travers de centres de recherche, de partenariats et d'échanges académiques ou même de coopération entre entreprises canadiennes, chinoises ou africaines, la coopération scientifique sino-canadienne en Afrique possède un fort potentiel de formation et de renforcement des capacités humaines. Le Canada pourrait y trouver une plateforme des plus intéressantes non seulement pour la formation de son propre personnel, ou des étudiants canadiens, mais également pour assister les pays africains en termes de bonne gouvernance et d'élaboration stratégique de leurs politiques publiques. Comme le démontre le franc succès des ateliers de formation organisés en amont de la Conférence à Yaoundé, notre plateforme pourrait être un point de rencontre et de convergences avec les acteurs chinois pour renforcer les capacités humaines des partenaires africains tout en les accompagnants dans l'élaboration des recherches et des programmes de développement liés à l'urbanisation. Mais aussi dans l'élaboration de cadres d'investissements attractifs dans les domaines

des sciences et des technologies pour un développement urbain innovant et compétitif, ou encore pour un transfert de connaissance des meilleures pratiques et modèles de développement en termes de coopération régionale et internationale.

3.4.3 Politique

Cette collaboration économique et scientifique, ainsi que dans le domaine du développement, amène inévitablement à un rapprochement politique entre les partenaires chinois et canadiens, tout en renforçant la coopération bilatérale du Canada avec les États africains. De même, l'insertion des instances intergouvernementales dans cette perspective de coopération permet à la fois de renforcer le poids des Nations Unies sur la scène internationale et de mettre en avant les liens unissant la Chine et le Canada au sein même de cette instance intergouvernementale. La promotion et le recours à cette dernière ne peuvent que renforcer les efforts canadiens dans son objectif stratégique d'élargir le conseil de sécurité de l'ONU. Une réforme largement soutenue, par ailleurs, par les États africains eux-mêmes.

Conclusion

Fort de son succès à Yaoundé, l'ICCCASU a su démontrer sa capacité à mobiliser des acteurs institutionnels, politiques et universitaires de haut niveau et conférer une envergure internationale à ses ambitions et réalisations. Près de 500 universitaires, professionnels et politiques internationaux se sont réunis, en effet, au Cameroun pour partager leurs perspectives d'avenir pour une urbanisation durable et responsable. Les différents panels et interventions abordés au sein de cette seconde édition de l'ICCCASU ont largement fait écho aux quatre objectifs principaux affichés par AMC ainsi qu'aux cinq axes stratégiques de son plan « Le Canada et l'Afrique subsaharienne », insistant notamment sur l'aide au développement, la promotion de la démocratie, l'établissement de partenariats stratégiques, la paix et la sécurité ainsi que la promotion des liens commerciaux et économiques.

4.1. Accord pour une coopération économique dans les marchés tiers

Le renforcement de la coopération économique entre les acteurs chinois et canadiens dans les marchés tiers est désormais directement inscrit dans les axes officiels de la diplomatie sino-canadienne, comme le met en exergue la déclaration conjointe signée

en septembre 2016 entre Ottawa et Pékin⁶. Alors que cet accord encourage et soutient les opportunités à même de renforcer la collaboration des entreprises des deux pays, il se veut un outil et un point d'entrée essentiels pour un rapprochement des acteurs canadiens et chinois en Afrique. En renforçant le dialogue avec Pékin, le Canada pourrait s'assurer des positions et de l'expérience chinoise en Afrique et ainsi s'assurer d'une plus grande complémentarité avec ses propres objectifs. L'ICCCASU pourrait alors être en mesure d'offrir un second canal de communications avec les institutions et acteurs chinois impliqués sur le continent africain. Notre plateforme pourrait ainsi conférer un potentiel de positionnement du Canada sur les enjeux clés de la scène politique mondiale du XXI^e siècle : l'industrialisation et le développement de l'Afrique ainsi que le leadership chinois.

De par l'engagement à créer, sous l'égide d'ONU-Habitat, d'un centre de recherche et de formation international sur l'urbanisation durable à Yaoundé ainsi que la mise en place d'un centre de recherche éventuel, accueillant son secrétariat permanent, à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa, l'ICCCASU s'inscrit de plus en plus en tant que plateforme internationale de rencontres et de convergences des acteurs canadiens, africains et chinois sur l'urbanisation durable et pourrait devenir en cela un pont pour la coopération des différents acteurs internationaux impliqués dans l'aide au développement en Afrique.

De par une rencontre et une collaboration entre les acteurs universitaires, ainsi que la mobilisation de plusieurs acteurs gouvernementaux et intergouvernementaux canadiens, chinois et africains, le développement de projets pilotes et la perspective de leur implémentation, l'ICCCASU apparaît, en effet, comme un outil essentiel à un rapprochement sino-canadien et à la dynamisation de la coopération des deux pays à la fois en termes d'aide au développement et économique. Les acteurs privés et entreprises des deux pays pourraient s'avérer particulièrement intéressés à participer à ces projets pilotes, que cela soit pour renforcer leurs responsabilités sociales et environnementales ou leur position dans la soumission de projets et de marchés publics en Afrique.

4.2. Atouts du Canada dans les programmes d'aide au développement

En tant qu'acteur dont l'engagement de longue date en Afrique est internationalement reconnu et salué, le Canada possède de nombreux atouts pour renforcer les programmes d'aide au développement chinois sur le continent. D'autant plus que ces derniers possèdent des fonds d'envergures, dépassant les capacités de leurs

⁶ Pour plus de détails sur la déclaration conjointe entre le Canada et la République populaire de Chine, visiter : <https://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2016/09/23/declaration-conjointe-entre-canada-et-la-republique-populaire-de-chine>

programmes, une situation inverse à celle du Canada et dont AMC pourrait largement tirer profit.

Cette situation est particulièrement propice à l'élaboration d'un alignement des programmes canadiens et chinois en Afrique, notamment en faisant converger les intérêts communs des deux parties sur le continent. Il existe de réelles possibilités de synergies des capacités canadiennes et chinoises sur le continent, comme nous avons pu le souligner lors des différents points abordés au sein de la partie « Recommandations » de ce rapport. Si ces perspectives de collaboration et la manière de les mettre en œuvre ont été abordées dans certains points du rapport, d'une manière générale, il pourrait être bénéfique pour le Canada d'aborder les enjeux et thèmes présentés par le positionnement des acteurs canadiens auprès de ses partenaires africains afin de générer une coopération tripartite avec leurs partenaires chinois. De même, il serait avantageux d'œuvrer à un rapprochement avec les acteurs chinois au sein des instances intergouvernementales, telles que les Nations-Unies et l'OCDE, ou des banques régionales de développement, et principalement la Banque Africaine de développement, pour présenter les potentiels de synergie et de coopération entre les programmes chinois et canadiens d'aide au développement.

Enfin, le recours au développement de programmes de recherche conjoints entre acteurs académiques chinois, canadiens et africains représente une grande opportunité de rapprochement avec les acteurs chinois présents en Afrique. Ces programmes permettent notamment d'établir des points de rencontre et d'échanges entre les acteurs canadiens et chinois. Ils sont également à même de développer des programmes de développement en collaboration avec les acteurs africains tout en accroissant le soutien des autorités et populations locales lors de leur mise en œuvre. Dans cette perspective, ils représentent ainsi un fort potentiel d'insertion des entreprises canadiennes et chinoises sur les marchés africains et donc un espace privilégié pour leurs éventuelles collaborations. Cette perspective est d'autant plus intéressante qu'elle s'insère directement dans le projet de la nouvelle route de la soie mis en avant par Pékin. C'est un projet étroitement lié aux transitions énergétique et industrielle actuellement en cours en Afrique et apparaissant extrêmement prometteur pour les entreprises canadiennes, d'autant plus si elles parviennent à s'insérer sur les marchés africains en opérant un rapprochement avec les acteurs chinois.

4.3. Stratégie centrale de Pékin sur les nouvelles routes de la soie

Objectif central de Pékin, la nouvelle route de la soie (Belt and Road Initiative-BRI) projette de renforcer ou d'établir de nouveaux axes de communication et route commerciale entre la Chine, l'Asie Centrale, l'Europe et les pays littoraux des océans indiens et pacifiques. Alors que l'Afrique fait partie intégrante de ce projet d'envergure,

avec notamment le Kenya comme principal point d'entrée, le continent représente un point central dans la perspective d'offrir de nouveaux marchés aux exportations chinoises. Pour cela, il sera essentiel pour la Chine d'œuvrer aux renforcements des réseaux routiers, ferroviaires, portuaires et de distribution énergétique sur le continent. Il est plus que probable que l'aide chinoise au développement y contribue en accordant des prêts à taux extrêmement réduits et positionne de manière stratégique les entreprises chinoises sur les marchés publics ouverts pour la réalisation des travaux nécessaires à la modernisation des infrastructures africaines.

Un point sur lequel les acteurs canadiens pourraient se positionner en œuvrant à la convergence et à la synergie de leurs efforts avec les objectifs de l'aide chinoise au développement. Le Canada possède une longue expérience dans le domaine de l'aide au développement en Afrique, avec d'importantes capacités humaines qui pourraient bénéficier à la Chine. De même, de nombreuses entreprises canadiennes pourraient bénéficier d'un projet d'une telle envergure, notamment en se positionnant sur les marchés publics ou en collaborant avec les entreprises chinoises pour la modernisation des infrastructures de transport. D'autant plus que ce projet est étroitement lié aux perspectives de transitions énergétique et industrielle du continent africain, et du renforcement de sa classe moyenne. De même, nous envisageons comme choix de thème, les nouvelles routes de la soie pour une 3^e édition éventuelle de l'ICCCASU qui devrait se dérouler en Chine en 2019. Cet évènement sera alors l'occasion idéale pour les acteurs canadiens de nouer de nombreux contacts avec leurs homologues chinois et africains et de s'insérer au sein des projets de développement qui y seront associés.

Remerciements spéciaux

ICCCASU tient spécialement à remercier : Pierre Bélanger, directeur-adjoint des affaires panafricaines à Affaires mondiales Canada, pour son énorme contribution à l'élaboration de ce rapport; professeur Lauchlan T. Munro de l'Université d'Ottawa et le professeur Michel Max Raynaud de l'Université de Montréal pour leurs précieux commentaires. ICCCASU remercie également Tonton Mundele, directeur académique, Jean-Marie Cishahayo, directeur de la communication et Antoine Noubouwo, directeur de programme pour leur collaboration.

Sous la supervision de :

Co-présidents de l'ICCCASU

Huhua Cao

University of Ottawa, Canada

Alioune Badiane

The Urban Think Tank Africa, Senegal

Vice-présidents de l'ICCCASU

Allan Cain

Development Workshop, Angola

Benjamin Gianni

Carleton University, Canada

Rédaction :

Nicolas Hubert

Assistant des co-présidents de l'ICCCASU

Traduction :

Rebecca Purdy

Bernard Sébastien Georges

Matthieu DesRosiers Ste Marie

Marie Emmanuelle Kouadio

Cassandra Armelle Vertus

Thomas Liu

Mise en page :

Vivian Liu

Ghada Hadil Ben Fredj

Helen Ma

Gaoxiang Li

Coordonnées

Pour plus d'informations :

Web : ICCCASU.org / ICCCASU.com

Email : ICCCASU@uottawa.ca

Adresse : Simard Hall,

60 University (030),

University of Ottawa,

Ottawa, Ontario,

Canada K1N 6N5



3^{ème} Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique

第三届中国·非洲和加拿大可持续城市化 国际论坛

Rejoignez-nous
en Chine en 2019
二零一九相约中国

一带一路

One Belt One Road 2019

